



**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022- 1546 du 07 juin 2022
relatif à l'exploitation de la chaufferie urbaine située au 63, rue Ardoïn à Saint-Ouen
exploitées par la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU)**

LE PRÉFET DE LA SEINE SAINT DENIS
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1, L. 229-6, R. 181-45, R. 229-5 à R. 229-21 et R. 515-70 à R. 515-73,

Vu le code de la santé publique,

Vu la directive 2003/87/CE du parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ;

Vu la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles,

Vu la décision d'exécution (UE) 2021/2326 de la Commission du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion,

Vu le décret n° 2017-1442 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement,

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe) – Monsieur Jacques WITKOWSKI,

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 1987, complété par les arrêtés n° 99-4717 du 17 novembre 1999 et n° 05-4501 du 11 octobre 2005 autorisant la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sises 63 rue Ardoïn à Saint-Ouen,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-3111 du 13 novembre 2015 relatif à l'exploitation de la chaufferie urbaine située au 63, rue Ardoïn à Saint-Ouen par la société Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU),

Vu le dossier de réexamen (Dossier DEKRA, réf. 52646237 version définitive 1 du 28 août 2018) transmis par l'exploitant le 18 septembre 2018,

Vu le rapport de base (Dossier DEKRA, affaire 53553473 du 22 septembre 2021), transmis par l'exploitant le 11 octobre 2021,

Vu la demande de modification des flux de rejet aqueux de polluants transmise le 20 janvier 2022,

Vu le positionnement sur les valeurs limite et les flux des émissions atmosphériques, transmis le 8 février 2022,

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 20 juillet 2020 et complété le 4 août 2020 (EQRS), concernant la possibilité d'utiliser jusqu'à 100 % de biomasse dans les chaudières n° 3 et N° 4 de Saint-Ouen II,

Vu le rapport de l'inspection du 25 juin 2021 considérant, au vu des éléments transmis, par l'exploitant que le passage jusqu'à 100 % biomasse dans les chaudières n° 3 et N° 4 de Saint-Ouen II , ne constitue pas une modification substantielle,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 20 avril 2022,

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations notifié le 13 mai 2022 à la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain,

Vu l'avis favorable émis par le CODERST lors de sa séance du 10 mai 2022,

Vu l'absence d'observation écrite de l'exploitant sur ce projet dans le délai imparti,

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne consiste pas en une refonte de l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain et qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit soumis à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

CONSIDÉRANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations de combustion (BREF LCP) publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 30 décembre 2021 remplacent celles précédemment visées par la décision d'exécution (UE) 2017/1442 du 31 juillet 2017, annulée par le Tribunal de la Cour de Justice Européenne,

CONSIDÉRANT le maintien des effets de la décision d'exécution 2017/1442 ; Notamment, la référence à la publication des conclusions sur les MTD doit être comprise comme la date de publication de la décision d'exécution 2017/1442, le 17 août 2017,

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions du code de l'Environnement, dans un délai de 4 ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 :
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions,

CONSIDÉRANT que le dossier de réexamen complété démontre la prise en compte par l'exploitant des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles,

CONSIDÉRANT les mesures proposées par l'exploitant dans le dossier de réexamen,

CONSIDÉRANT les résultats des mesures d'auto surveillance des rejets atmosphériques et aqueux transmis par l'exploitant depuis la dernière autorisation,

CONSIDÉRANT que les mesures réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles décrites dans les documents de référence applicables à l'installation,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis, une proposition de réduction supplémentaire de ses valeurs limite et flux de rejets atmosphériques pour le paramètre NOx,

CONSIDÉRANT que le passage jusqu'à 100 % biomasse dans les chaudières n° 3 et n° 4 de Saint-Ouen II nécessite l'actualisation des prescriptions imposées à l'exploitant,

CONSIDÉRANT en conséquence qu'il est nécessaire de réviser les valeurs limites d'émission des polluants atmosphériques des appareils de combustion de l'installation en fonction des performances actuelles de ces installations,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre en compte les modifications réglementaires relatives aux rejets aqueux introduites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a par ailleurs demandé une réduction des flux de rejet aqueux autorisés,

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 181-2 du code de l'environnement l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions des articles R. 515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement il convient de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations de la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain, afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'Environnement,

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : La Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain dont le siège social est situé 185 rue de Bercy à Paris 12^{ème} est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement situées 63, rue Ardoïn à Saint-Ouen détaillées dans les articles suivants.

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral n° 2015-3111 du 13 novembre 2015 relatif à l'exploitation de la chaufferie urbaine située au 63, rue Ardoïn à Saint-Ouen par la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain selon le tableau et les articles suivants :

Références des articles annexées à l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2015 dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
---	--

Article 1.2.1 « liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »	Modification des prescriptions (Tableau de classement) Article 2
Article 1.2.4 « consistance des installations autorisées »	Modification des prescriptions Article 3
Article 1.5.5 « changement d'exploitant »	Modification des prescriptions Article 4
Chapitre 2.1« Exploitation des installations »	Ajout des articles 2.1.3, 2.1.4 et 2.1.5 Article 5
Article 2.5.2. « Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection »	Modification des prescriptions (tableau) Article 6
Article 3.1.2 « Combustibles autorisés »	Modification des prescriptions Article 7
Article 3.2.6.1 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » et 3.2.6.2. Valeurs limites d'émission pour les installations fonctionnant au charbon et à la biomasse »	Modification des prescriptions Article 8
Article 4.3.7.2 « Valeurs limites d'émission dans le réseau d'assainissement rue Ardoin »	Modification des prescriptions Article 9
Article 4.3.8.2. « Valeurs limites d'émission avant rejet dans le milieu naturel»	Modification des prescriptions Article 10
Chapitre 5.1 « Principes de gestion »	Ajout d'un article 5.1.9 Article 11
Chapitre 6.1 « Dispositions générales »	Ajout d'un article 6.1.4 Article 12
Article 8.1.1 « Efficacité énergétique »	Modification des prescriptions Article 13
Titre 8 « Utilisation rationnelle de l'énergie et lutte contre les gaz à effet de serre »	Ajout d'un chapitre 8.2 Article 14
Article 10.1.5.3 « Surveillance des émissions atmosphériques »	Modification des prescriptions Article 15
Article 10.1.5.4 « Conditions de respect des valeurs limites »	Modification des prescriptions Article 16
Article 10.1.7.1 « Modalités de surveillance des eaux résiduaires »	Modification des prescriptions Article 17
Article 10.1.7.2 « Surveillance des rejets en réseau d'assainissement rue Ardoin »	
Article 10.1.7.3 « Surveillance des rejets rue Ardoin et rue des Bateliers »	
Article 10.1.7.4 « Surveillance des rejets en Seine »	
Chapitre 10.1 « Programme d'autosurveillance »	Ajout d'un article 10.1.9 Article 18
Chapitre 10.1 « Programme d'autosurveillance »	Ajout d'un chapitre 10.1.10 Article 19

ARTICLE 2 : L'article 1.2.1 « liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » du chapitre 1.2 « Nature des installations » est modifié comme suit :

Le tableau récapitulatif des installations classées est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3110		A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p>STO I Chaudières gaz : Chaudière 1 : 140 MWth Chaudière 2 : 140 MWth Pth maxi = 280 MWth</p> <p>STO II : Chaudières charbon et biomasse (démarrage au FOD) Chaudière 3 : 247,5 MWth Chaudière 4 : 247,5 MWth Pth maxi = 495 MWth</p> <p>STO III Cogénération gaz : turbine : 408,6 MWth Chaudière récupération post combustion : 107 MWth Chaudière seule en mode « air ambiant » : 326 MWth Pth maxi = 515,6 MWth (fonctionnement simultané turbine et post combustion) Ensemble chaufferie : groupes électrogènes de secours au FOD : 2 groupes de 1000 KWth et 4800 KWth</p>	Puissance nominale totale : 1296,4 MW th
4801	1°	A	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t	Parc à charbon couvert	16 000 t de charbon
1532	2.b°	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la <u>rubrique 2910-A</u> , ne relevant pas de la <u>rubrique 1531</u> (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	2 silos de 2 400 m ³ de biomasse (granulés de bois)	4 800 m ³ de biomasse

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ARTICLE 3 : L'article 1.2.4 « Consistance des installations autorisées » est modifié comme suit : les mots « maximum 50 % du PCI » sont supprimés.

ARTICLE 4 : Les prescriptions de l'article 1.5.5 « Changement d'exploitant » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet ».

ARTICLE 5 : Les articles suivants sont ajoutés au Chapitre 2.1 « Exploitation des installations » du Titre 2 :

« Article 2.1.3 : « Management environnemental »

L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :

- L'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
 - contrôle efficace des procédés ;
 - gestion des modifications.

Article 2.1.4 : « Management de l'énergie »

L'exploitant met en place un système de management de l'énergie. L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses équipements indiquant a minima à une fréquence mensuelle :

- la consommation de combustible par équipement ;
- l'énergie électrique produite ;
- la chaleur produite ;
- les rendements des installations calculés à partir de ces données.

Article 2.1.5 : « Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement »

L'exploitant met en place un plan de gestion des périodes autre que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2021/2326 du 30 novembre 2021. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées »,

ARTICLE 6 : Le tableau de l'article 2.5.2. « Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection » est remplacé par le tableau suivant :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.1	Modification des installations ou de leur mode d'exploitation	Préalablement à la modification envisagée
1.5.5	Demande d'autorisation de changement d'exploitant	En cas de changement d'exploitant

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
1.5.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois (autorisation, enregistrement) / 1 mois (déclaration) avant la date de cessation d'activité
2.5.1	Déclaration d'incident ou d'accident	Dans les meilleurs délais
4.3.7.1	Autorisation de déversement dans le réseau d'assainissement	Dès réception
8.1.1	Examen relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique	Dès notification du présent arrêté puis lors du nouveau réexamen prévu à l'article 10.3.3
10.1.3	Résultats des contrôles réalisés à la demande de l'inspection	Dès réception des résultats
10.1.5.6	Résultats des mesures en continu des rejets atmosphériques	Trimestrielle (Autosurveillance) et dans le mois qui suit la réalisation pour le contrôle par un organisme agréé. (transmission par GIDAF ⁽¹⁾)
10.1.7	Résultats des mesures des rejets aqueux	Mensuelle pour le rejet en Seine et trimestrielle pour le rejet en réseau au titre de l'autosurveillance et dans le mois qui suit la réalisation pour les contrôles par un organisme agréé. (transmission par GIDAF ⁽¹⁾)
10.1.8.2	Résultats du contrôle des niveaux sonores et commentaires de l'exploitant	Dans le mois qui suit la réception des résultats par l'exploitant
10.1.9.2	Résultats de la surveillance des eaux souterraines sols	Tous les 5ans. Transmission dans le mois suivant la réalisation
10.1.10.2	Résultats de la surveillance des sols	Tous les 10 ans. Transmission dans le mois suivant la réalisation
10.2.2	Dossier de réexamen	Dans les 12 mois suivant la publication des conclusions des MTD relatives à la rubrique principale
10.2.3	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)	Annuelle

(1) GIDAF : Site de télédéclaration du ministère de la Transition Écologique, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 7 : Les prescriptions de l'article 3.1.2 « Combustibles » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 3.1.2 Combustibles autorisés et suivi des combustibles »

Les combustibles autorisés pour le fonctionnement sont les suivants :

- le gaz naturel pour les chaudières n° 1 et n°2 et pour la turbine à combustion
- le charbon et la biomasse pour les chaudières n° 3 et n° 4.

L'exploitant devra informer le Préfet préalablement à toute modification du combustible utilisé.

La biomasse utilisée est composée de matière végétale ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique (plaquettes forestières, pellets, etc.). Elle ne sera pas issue d'une filière déchets.

L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles et leurs quantités utilisés dans son installation et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète des combustibles utilisés au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente. La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Les substances ou paramètres à suivre sont les suivants :

Pour le gaz naturel :

Les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants :

- PCI ;
- CH_4 , C_2H_6 , C_3 , C_4^+ , CO_2 , N_2 , indice de Wobbe.

Pour le charbon :

L'exploitant contribuera à la réduction des émissions de composés soufrés à l'atmosphère en employant préférentiellement et au maximum des possibilités qui lui sont offertes, un charbon faiblement soufré (teneur en soufre inférieure ou égale à 0,5 % sur sec).

Les substances ou paramètres à caractériser lors de chaque arrivage sont les suivants :

- PCI, humidité ;
- Composés volatils, cendres, carbone lié, carbone, hydrogène, azote, oxygène et soufre ;
- Brome, chlore et fluor
- Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V et Zn),

Pour la biomasse :

Les substances ou paramètres à caractériser lors de chaque arrivage sont les suivants :

- PCI, humidité ;
- Carbone, chlore, fluor, azote, soufre, potassium et sodium
- Métaux et métalloïdes (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb et Zn).

Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret de chaufferie et tenus à la disposition de l'inspection. Ils seront conservés au moins trois ans. Ils indiqueront la nature exacte du combustible livré, les quantités et l'origine des livraisons ainsi que les résultats des mesures des paramètres et substances caractérisées ».

ARTICLE 8 : Les prescriptions des Articles 3.2.6. 1« Valeurs limites pour les installations fonctionnant au gaz» et 3.2.6.2« Valeurs limites pour les installations fonctionnant au charbon et à la biomasse» du chapitre 3.2 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 3.2.6.1. Valeurs limites d'émission pour les installations fonctionnant au gaz (chaudières gaz et cogénération)

Hors périodes de démarrage et d'arrêt telles que définies à l'article 3.2.7, chacun des rejets issus des installations doit respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux horaire, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de référence précisée ci-dessous, exprimées en mg/m³ sur gaz secs.

a) chaudières gaz de Saint-Ouen I (conduit n° 1, chaudières n°1 et n°2 , à une concentration en O₂ de 3 %)

➤ Poussières totales, CO, SO₂ et NO_x

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/m ³	Valeur limite d'émission mensuelle mg/m ³ et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle mg/m ³	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
Poussières totales	5	5	5	0,565
CO	100	100	80	11,3
SO ₂	35	35	35	4,000
NO _x	100	100	80	11,3

➤ HAP, COVNM et métaux

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 mn au minimum et de huit heures au maximum)	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
HAP	0,1	0,0113
COVNM en carbone total	110	12,43
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,00565 (0,0113 pour la somme)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,113
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	0,113
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 exprimé en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	0,565

b) Turbine à combustion de Saint-Ouen III (conduit n° 5 et 6, à une concentration en O₂ de 15 % pour la turbine et de 3 % pour la chaudière de récupération fonctionnant seule en mode AA)

➤ Poussières totales, CO, SO₂ et NO_x

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/m ³	Valeur limite d'émission mensuelle mg/m ³ et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle mg/m ³	Flux maximum horaire en Kg/h
Fonctionnement RS				
Poussières totales	10	10	10	15,38
CO	85	85	50	130,73
SO ₂	10	10	10	15,38
NO _x	60	60	55	92,3
Fonctionnement PC				
Poussières totales	10	10	10	20,01
CO	85	85	50	170,07
SO ₂	10	10	10	20,01
NO _x	70	70	55	140,09
Fonctionnement AA				
Poussières totales	5	5	5	1,875
CO	100	100	100	37,5
SO ₂	35	35	35	13,13
NO _x	100	100	100	37,5

➤ HAP, COVNM et métaux

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 mn au minimum et de huit heures au maximum)	Flux maximum horaire en Kg/h en mode RS	Flux maximum horaire en Kg/h en mode PC	Flux maximum horaire en Kg/h en mode AA
HAP	0,1	0,15	0,2	0,04
COVNM en carbone total	110	169,18	220	41,25
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,077 (0,154 pour la somme)	0,1 (0,2 pour la somme)	0,019 (0,0375 pour la somme)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	1,54	2	0,38

Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	1,54	2	0,38
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10	15,38	20	3,75

Les valeurs limites définies au présent article, relatives à la turbine, s'appliquent à un fonctionnement à une charge supérieure à 70 %. Toutefois, si le fonctionnement normal de la turbine comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70% de sa puissance ou un régime variable, ces valeurs limites s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Article 3.2.6.2. Valeurs limites d'émission pour les installations fonctionnant au charbon et à la biomasse

I) Valeurs limites d'émission

Sauf dispositions particulières, et hors périodes de démarrage et d'arrêt telles que définies à l'article 3.2.6, chacun des rejets issus des installations doit respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux horaire, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 6 %, exprimées en mg/m³ sur gaz secs.

a) Charbon seul

➤ Poussières totales, CO, SO₂, NO_x et NH₃

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/Nm ³	Valeur limite d'émission mensuelle mg/Nm ³ et/ou périodique d'échantillonnage	Valeur limite d'émission annuelle mg/Nm ³	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
Poussières totales	20	20	12	6,8
CO	100	100	100	34
SO ₂	200	200	180	68
NO _x	200	200	175	68
NH ₃	10	10	10	3,4

➤ COVNM, HCl, HF, HAP, métaux et dioxines

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 mn au minimum et de huit heures au maximum)	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
COVNM en carbone total	110	37,4

HCl	30 (20 ¹)	10,2
HF	25 (7 ²)	8,5
HAP ³	0,1	0,0340
Mercure (Hg)	0,05(0,004 ⁴)	0,02
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,017 (0,034 pour la somme)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,340
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	0,340
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 exprimé en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	3,4
Dioxines et furannes	0,1 exprimé en ng I-TEQ/Nm ³	0,034 (en mg)

B) biomasse seule

➤ Poussières totales, CO, SO₂, NO_x, et NH₃

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/Nm ³	Valeur limite d'émission mensuelle mg/Nm ³ et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle mg/Nm ³	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
Poussières totales	16	15	10	5,10
CO	100	100	100	34
SO ₂ si teneur en soufre > 0,1 %	200	200	100	68
SO ₂ si teneur en soufre < 0,1 %	85	85	50	28,9
NO _x	200	165	150	51
NH ₃	15	15	15	5,1

¹ Moyenne annuelle en cas de mesure en continu ou moyenne des échantillons sur une année.

² Moyenne des échantillons sur une année.

³ La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène, benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

⁴ Moyenne annuelle en cas de mesure en continu ou moyenne des échantillons sur une année.

➤ COVNM, HCl, HF, NH₃, HAP, métaux et dioxines

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m ³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 mn au minimum et de huit heures au maximum)	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
COVNM en carbone total	110	37,4
HCl	12 ⁵ (5 ⁶)	4,08
HF	1	0,34
HAP ⁷	0,1	0,0113
Mercure (Hg)	0,005	0
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal sauf Hg et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	0,017 (0,034 pour la somme)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,340
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	0,340
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 exprimé en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	1,7
Dioxines et furannes	0,1 exprimé en ng I-TEQ/Nm ³	0,034 mg

II) Dispositions particulières pour l'utilisation d'un mélange de biomasse et de charbon

Dans le cas d'utilisation d'un mélange de charbon et de biomasse, les valeurs limites d'émission journalières, et annuelles sont établies, en fonction de la proportion de biomasse et de charbon utilisée conformément à l'article 40.1 de la directive IED et l'article 18 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

– les valeurs limites d'émission journalières et annuelles sont la somme des valeurs limites pondérées par combustible, établies en multipliant les valeurs limites d'émissions individuelles définies dans les tableaux ci-dessus par la puissance thermique fournie par chaque combustible et en divisant le résultat de la multiplication par la somme des puissances thermiques fournies par les deux combustibles.

⁵ Moyenne sur la période d'échantillonnage ou moyenne journalière dans le cas où la mesure en continu est exigée conformément à l'article 10.1.5.1 du présent arrêté

⁶ Moyenne des échantillons sur une année ou moyenne annuelle dans le cas où la mesure en continu est exigée conformément à l'article 10.1.5.1 du présent arrêté

⁷ La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène, benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

Soit la formule : $VLE = (VLE \text{ charbon} \times PCI \text{ charbon} + VLE \text{ biomasse} \times PCI \text{ biomasse}) / (PCI \text{ charbon} + PCI \text{ biomasse})$,

- lors de l'utilisation d'un mélange de charbon et de biomasse, l'exploitant prend toutes dispositions pour estimer pour chaque jour de fonctionnement ou pendant la durée de la période d'échantillonnage pour un contrôle périodique le pourcentage de biomasse et de charbon, rapporté au PCI, utilisés dans les chaudières. Ces informations doivent permettre d'estimer la VLE applicable au mélange. Ces informations et les VLE sont enregistrées et reportées avec les résultats des mesures d'autosurveillance des rejets atmosphériques en continu ou lors des mesures périodiques. »

ARTICLE 9 : Les prescriptions de l'Article 4.3.7.2 « Valeurs limites d'émission dans le réseau d'assainissement rue Ardoin » du chapitre 4.3 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les rejets issus des procédés évacués vers le réseau d'assainissement urbain relié à la station d'épuration d'épuration urbaine, sont ceux identifiés à l'article 4.3.5.

L'exploitant est tenu de respecter, les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous, mesurées au point de rejet vers le milieu récepteur :

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux Total en kg/j *	Flux Total en kg/j **
MEST	-	1305	600	100	1500
DBO 5	-		800	480	2000
DCO	-	1314	2000	200	300
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5	0,3	0,5
Hydrocarbures totaux	-	7009	10	6	15
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	60	36	50
Phosphore total	-	1350	10	6	15
Sulfates	14808-79-8	1338	400	240	1000
Sulfites	14265-45-3	1086	20	12	50
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2	0,12	0,5
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	16984-48-8	7073	15	9	37,5
Cadmium et ses	7440-43-	1388	0,05	0,03	0,13

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux Total en kg/j *	Flux Total en kg/j **
composés	9				
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	0,025	0,015	0,063
Plomb et ses composés	7439-92-1	1382	0,025	0,015	0,063
Mercure et ses composés	7439-97-6	1387	0,02	0,01	0,05
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,05	0,03	0,13
Cuivre et ses composés	7440-50-8	1392	0,05	0,03	0,13
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,05	0,03	0,13
Zinc et ses composés	7440-66-6	1383	0,67	0,402	1,675
Détergents anioniques			10	6,000	25,000
HAP			0,05	0,03	0,13
PCB			0,05	0,03	0,13

* Flux fixé pour un débit de 600 m³/j

** Flux maximal ponctuel fixé pour un débit de 2500 m³/j

En outre en cas de mesure ponctuelle la concentration ne devra pas dépasser le double de la valeur journalière.

Pour les substances dangereuses prioritaires visées à l'annexe 9 de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 notamment pour le mercure et le cadmium, éventuellement présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant prend toutes mesures pour respecter les dispositions de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée qui imposent une suppression du rejet de ces substances dans le milieu aquatique au plus tard à l'échéance 2021. »

ARTICLE 10 : Les prescriptions de l'article 4.3.8.2. « Valeurs limites d'émission avant rejet dans le milieu naturel » sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux définies ci-dessous, mesurées au point de rejet vers le milieu récepteur prévu à l'article 4.3.8.1.

Les rejets dans le milieu aquatique sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visées au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement.

Paramètres	N° CAS	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier en kg/j (pour 3800 m³/j)
MEST	-	1305	30	90
DCO	-	1314	125	250
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106(AOX) 1760(EOX)	0,5	1
Hydrocarbures totaux	-	7009	10	9
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30	50
Phosphore total	-	1350	10	10
Sulfates	14808-79-8	1338	2000	7600
Sulfites	14265-45-3	1086	20	76
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2	0,76
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	16984-48-8	7073	15	57
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	0,05	0,005
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	0,025	0,10
Plomb et ses composés	7439-92-1	1382	0,025	0,10
Mercure et ses composés	7439-97-6	1387	0,02	0,005
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,05	0,10
Cuivre et ses composés	7440-50-8	1392	0,05	0,10
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,05	0,19 (0,1 pour le chrome hexavalent)
Zinc et ses composés	7440-66-6	1383	0,8	0,5
Salinité totale			Entre 9000 et 10000	
Conductivité			Inférieure à 10000 microS/cm	

En outre en cas de mesure ponctuelle la concentration ne devra pas dépasser le double de la valeur journalière.

Pour les substances dangereuses prioritaires visées à l'annexe 9 de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 notamment pour le mercure et le cadmium, éventuellement présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant prend toutes mesures pour respecter les dispositions de la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 susvisée qui imposent

une suppression du rejet de ces substances dans le milieu aquatique au plus tard à l'échéance 2021 ».

ARTICLE 11 : L'article suivant 5.1.9 « Plan de gestion des déchets » est ajouté au Chapitre 5.1 « Principes de gestion » :

« Article 5.1.9 Plan de gestion des déchets

L'exploitant met en place un plan de gestion des déchets produits sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n° 2021/2326 du 30 novembre 2021. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ».

ARTICLE 12 : L'article suivant 6.1.4 : « Plan de gestion des nuisances sonores » est ajouté au Chapitre 6.1 « Dispositions générales » :

« Article 6.1.4 : Plan de gestion des nuisances sonores

L'exploitant met en place un plan de gestion des nuisances sonores conforme à la meilleure technique disponible (MTD 17) de la décision d'exécution n°2021/2326 du 30 novembre 2021. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 13 : L'article 8.1.1 « Efficacité énergétique » est remplacé par l'article suivant :

« Article 8.1.1 Efficacité énergétique

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

L'exploitant réalise, une mesure de l'efficacité énergétique (rendement électrique ou rendement thermique) à pleine charge (régime nominal) de chacune des chaudières et de la turbine.

La mesure est réalisée conformément aux normes en vigueur ou selon une procédure définie par l'exploitant, s'il n'existe pas de norme, afin garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente entre les mesures.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation.

Après chaque modification susceptible d'avoir une incidence sur le rendement des installations, une mesure à charge nominale du rendement électrique ou thermique, selon l'équipement modifié, est réalisée. Ces résultats sont interprétés au regard de la mesure d'efficacité énergétique précédente réalisée.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Le préfet peut fixer des prescriptions relatives à l'efficacité énergétique sur la base des conclusions établies dans ce rapport

Cet examen est renouvelé à chaque réexamen périodique prévu à l'article L. 515-28 du code de l'environnement ».

ARTICLE 14 : Il est ajouté au titre 8 « Utilisation rationnelle de l'énergie et lutte contre les gaz à effet de serre » le chapitre 8.2 suivant :

« CHAPITRE 8.2 SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS D'ÉMISSIONS »

Article 8.2 Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

La présente autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L. 229-6 du code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE.

L'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre est motivée par l'exercice de l'activité suivante, mentionnée dans le tableau de l'article R. 229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné	Volume de l'activité autorisée
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	CO ₂	1 296,4 MW

ARTICLE 15 : Les dispositions de l'article 10.1.5 du chapitre 10-1 « Programme d'autosurveillance » relatives à la mesure en continu des émissions atmosphériques sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 10.1.5.1 Surveillance en continu des émissions atmosphériques

La surveillance s'exerce sur les paramètres et selon les fréquences suivantes :

- Pour les chaudières gaz de STO I : température, teneur en oxygène, teneur en vapeur d'eau, débit , NO_x, O₂, CO
- Pour les chaudières charbon/biomasse de STO II : température , teneur en oxygène, teneur en vapeur d'eau, débit ,NO_x, SO_x, O₂, CO, HCl (total des composés inorganiques gazeux du chlore, exprimés en HCl), Hg, NH₃ et poussières
- Pour les installations de cogénération : température, teneur en oxygène, teneur en vapeur d'eau, débit, NO_x, O₂, CO
- La mesure en continu n'est pas exigée pour la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.
- La mesure en continu du SO₂ n'est pas exigée pour les chaudières de STO I et pour la cogénération de STO III fonctionnant au gaz sous réserve que l'exploitant effectue une mesure semestrielle et sous réserve que l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation.
- La mesure en mesure en continu du HCl et en Hg ne sont pas exigées pour les chaudières de STO II s'il est établi que les niveaux sont suffisamment stables et sous réserve que l'exploitant effectue une mesure à chaque modification du combustible susceptible d'avoir une incidence sur les émissions, à minima

trimestrielle pour HCl et semestrielle pour le mercure. L'exploitant justifiera chaque année dans le rapport annuel prévu à la condition 10.2.1 de la stabilité des résultats de mesures.

Article 10.1.5.2 Mesures périodiques

L'exploitant fait effectuer, selon la fréquence définie au tableau ci-dessous pour les paramètres correspondants, des mesures par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

	Conduit n° 1 (gaz)	Conduit 3 et 4 (charbon / biomasse)	Conduit 5 Turbine en fonctionnement seule (gaz)*	Conduit 6 Turbine et chaudière en fonctionnement couplé (gaz) mode RS ou mode PC	Conduit 6 Chaudière de récupération seule (gaz) mode AA *
Poussières	annuelle	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle
SO ₂	semestrielle	semestrielle	annuelle	semestrielle	annuelle
NO _x en équivalent NO ₂	semestrielle	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle
CO	semestrielle	semestrielle	annuelle	annuelle	annuelle
COV non méthanique (en carbone total)	/	semestrielle	/	/	/
HCl	/	trimestrielle **	/	/	/
NH ₃	/	semestrielle	/	/	/
HF	/	trimestrielle	/	/	/
HAP ⁸	/	semestrielle	/	/	/
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	/	semestrielle	/	/	/
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	/	semestrielle	/	/	/
Plomb (Pb) et ses composés	/	semestrielle	/	/	/
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	/	semestrielle	/	/	/
Dioxines et furannes	/	annuelle	/	/	/

* Les mesures périodiques ne sont pas exigées en mode RS ou en mode AA dès lors que l'installation a été amenée à fonctionner moins de 200 h par an. Dans ce cas, une mesure sera à effectuer au-delà d'un cumul sur plusieurs années supérieures à 200 heures.

⁸ La norme NF X 43-329 précise que les composés représentant la famille des HAP sont : benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a, h)anthracène, benzo(g, h, i)pérylène, indéno(1, 2, 3-c, d)pyrène, fluoranthène. Au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

**** Sauf si la mesure en continu est exigée conformément à l'article 10.1.5.1. Dans ce cas une mesure semestrielle sera réalisée par un organisme agréé.**

ARTICLE 16 : Les dispositions de l'article 10.1.5.4 du chapitre 10-1 Programme d'autosurveillance du titre 10 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 10.1.5.4 Conditions de respect des valeurs limites »

I - Mesures en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre 3.2 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément à l'article 10.1.5.3 du présent arrêté.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 3.2.7 du présent arrêté.

Toutefois, les émissions de polluants durant ces périodes sont estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures et la déclaration annuelle des émissions prévus aux articles 10.2.1 et 10.2.3 du présent arrêté.

II - Mesures périodiques

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre 3.2 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission. »

ARTICLE 17 : Les dispositions des articles « 10.1.7.1 Modalités de surveillance des eaux résiduaires » , 10.1.7.2 « Surveillance des rejets en réseau d'assainissement rue Ardoin, 10.1.7.3 « Surveillance des rejets rue Ardoin et rue des Bateliers » et 10.1.7.4 « Surveillance des rejets en Seine » du chapitre 10 « Programme de surveillance » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 10.1.7.1. Modalités de surveillance des eaux résiduaires »

Les mesures sont réalisées conformément aux normes mentionnées dans l'avis du 17 décembre 2020 du ministère de la Transition Écologique sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.

10.1.7.2 Surveillance des rejets en réseau d'assainissement rue Ardoin et rue des Bateliers

La surveillance s'exerce sur les paramètres et selon les fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence
Débit	en continu
pH	en continu
Température	en continu
MEST	mensuelle
DCO	
DBO 5	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	
Hydrocarbures totaux	
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	
Phosphore total	
Phénols	
Sulfates	
Sulfites	
Sulfures	
Chlorures	
Métaux totaux	
Fer+ aluminium	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	
Cadmium et ses composés	
Plomb et ses composés	
Mercure et ses composés	
Nickel et ses composés	
Cuivre dissous	
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	
Chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome	
Zinc dissous	
Détergents anioniques	annuelle
PCB	
HAP	

I. Les mesures comparatives sont réalisées sur l'ensemble des paramètres visés au 4.3.7.2 à une fréquence annuelle.

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés ci-dessus par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il

n'existe pas d'organisme agréé, le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où pour un paramètre donné plusieurs résultats de mesures consécutifs sur une année montrent que les concentrations mesurées sont en dessous des seuils de détection des méthodes normalisées, l'exploitant peut abandonner la surveillance du paramètre. Il en informe l'inspection des installations classées. Le paramètre reste soumis à la mesure annuelle par un organisme agréé visée ci-dessus.

Article 10.1.7.3 Surveillance des rejets d'eaux pluviales rue Ardoin et rue des Bateliers

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'article 4.3.7.4 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Article 10.1.7.4 Surveillance des rejets en Seine

La surveillance s'exerce sur les paramètres et selon les fréquences suivants :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant
	<i>Périodicité de la mesure</i>
pH	en continu
Température	
Débit	
MES	mensuelle
DCO	
Azote total	
Phosphore total	
Sulfates	
AOX	mensuelle
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	
Nickel et composés	
Cuivre et composés	
Hydrocarbures totaux	
AOX	trimestrielle
Daphnies (test de toxicité)	
Fluorures	
Sulfites	
Sulfures	
Sulfates	
Chlorures	
Organophosphates	
Sodium dissous	
Chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome	
Cadmium et composés	
Plomb et composés	
Mercure et composés	
Zinc	
Salinité totale	
Conductivité	

Les mesures comparatives sont réalisées sur l'ensemble des paramètres visés au 4.3.8.2 à une fréquence annuelle.

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés ci-dessus par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où pour un paramètre donné plusieurs résultats de mesures consécutifs sur une année montrent que les concentrations mesurées sont en dessous des seuils de détection des méthodes normalisées, l'exploitant peut abandonner la surveillance du paramètre. Il en informe l'inspection des installations classées. Le paramètre reste soumis à la mesure annuelle par un organisme agréé visée ci-dessus ».

ARTICLE 18 : L'article 10.1.9 « Surveillance des eaux souterraines » suivant est ajouté au Chapitre 10.1 relatif au programme d'autosurveillance :

« Article 10.1.9 Surveillance des eaux souterraines »

Article 10.1.9.1 Mesures de surveillance des eaux souterraines

Un programme de surveillance des eaux souterraines est mis en place par l'exploitant. Il comprend au minimum :

- la mise en place de 4 piézomètres dont au moins un en amont et deux en aval du site ;
- une surveillance de la qualité des eaux souterraines sur une fréquence semestrielle portant à minima sur les substances suivantes : hydrocarbures C10-C40 (découpage par fraction), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 HAP), éléments traces métallique (As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg).

Article 10.1.9.2 Transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines

Un rapport contenant les résultats des mesures prescrites est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation. Ce rapport mentionne les valeurs mesurées sur les divers paramètres en les comparant aux valeurs mesurées lors de l'élaboration du rapport de base et des dernières mesures réalisées. »

ARTICLE 19 : L'article 10.1.10 « Surveillance des sols » suivant est ajouté au Chapitre 10.1 relatif au programme d'autosurveillance :

« Article 10.1.10 Surveillance des sols »

Article 10.1.10.1 Mesures de surveillance des sols

Un programme de surveillance des sols est mis en place par l'exploitant. Il comprend au minimum une fois tous les 10 ans une surveillance de l'état des sols portant sur :

- les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente et portant à minima sur les substances suivantes : HCT volatils (C5-C10), HCT (C10-C40), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16 HAP), BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes), éléments traces métalliques ;

- les points pour lesquels existerait une suspicion de pollution faisant suite à un événement survenu depuis le dernier état des lieux réalisé pour le rapport de base et portant à minima sur les substances pertinentes.

Article 10.10.2 Transmission des résultats de la surveillance des sols

Un rapport contenant les résultats des mesures prescrites est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation. Ce rapport mentionne les valeurs mesurées sur les divers paramètres en les comparant aux valeurs mesurées lors de l'élaboration du rapport de base et des dernières mesures réalisées ».

ARTICLE 20 - SANCTIONS : En cas d'inobservation des prescriptions précitées, il pourra être fait application des procédures administratives et pénales prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 21 - NOTIFICATION : Le présent arrêté sera notifié à la société Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement située au 63, rue Ardoïn à Saint-Ouen par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 - PUBLICITE : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de la commune d'implantation du site concerné, soit la commune de Saint-Ouen pour y être consultée.

L'arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal certifiant l'accomplissement de la formalité d'affichage, et le transmettra à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible sur le site de l'installation classée pour la protection de l'environnement, par son bénéficiaire.

ARTICLE 23 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93 100 Montreuil :

1° par les pétitionnaires dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. L'absence de réponse au terme de deux mois suivant la réception du recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite. La décision de rejet peut-elle même faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Montreuil.

Le demandeur peut ainsi adresser sa requête au tribunal administratif de Montreuil :

- Soit au moyen de l'application TELERECOURS à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- Soit en y déposant directement le recours.

ARTICLE 24 - EXECUTION : La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale


Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD